

Les travailleur(se)s sans-papiers au Medef



DES PAPIERS POUR VIVRE ET TRAVAILLER
DANS LA DIGNITE ET L'EGALITE DES DROITS :

MANIFESTATION EN DIRECTION DU PATRONAT

MERCREDI 14 MAI A 15 H 00

SAINT-OUEN : M° Garibaldi

en direction du siège départemental du MEDEF (10, rue Ampère)

Avec la grève de plus 600 salariés sans-papiers depuis le 15 avril et après la présence de milliers de sans-papiers à la manifestation du 1^{er} mai, la régularisation s'affirme comme une mesure de l'intérêt de tous les salariés, français, immigrés avec ou sans-papiers. L'action se poursuit et la solidarité du monde du travail s'élargit pour exiger du Medef, en tant que représentant des employeurs, qu'il prenne ses responsabilités et se positionne pour que tous les travailleur(se)s soient régularisés avec un titre de séjour stable.

Alors que le mouvement grandit le gouvernement veut limiter la régularisation au cas par cas et poursuit la traque aux sans-papiers. Cette chasse s'accompagne depuis juillet 2007, de **licenciements** de travailleurs qui se multiplient par centaines, créant des situations toujours plus dures, pour les familles, les résidents des foyers, des hommes, des femmes, qui sont nos voisins, nos collègues, les parents des copains de classe de nos enfants ou élèves...

Les patrons qui exploitent cette main d'œuvre flexible à merci et qui, majoritairement, ont embauché en toute connaissance de cause ces travailleurs sans-papiers, doivent **prendre leurs responsabilités pour qu'ils soient tous régularisés avec une carte de séjour stable dans l'égalité des droits.**

Telle sera notre exigence lors de la manifestation du 14 mai

Régulariser par le travail avec un titre de séjour stable, c'est l'intérêt général :

- faire reculer la précarité sur le marché du travail et l'exploitation
- favoriser les conditions de réussite scolaire des enfants de parents sans-papiers
- faire reculer les marchands de sommeil, les squats et l'habitat indigne
- faire rentrer des cotisations pour la protection sociale et les retraites
- permettre aux sans-papiers une vie digne et de mieux aider ceux restés au pays
- permettre à l'ensemble du monde du travail de lutter ensemble dans l'égalité des droits

Travailleurs français, immigrés, avec ou sans-papiers, solidarité

***Premiers appelants** : CGT 93, Cimade Ile-de-France, Collectif sans-papiers de Montreuil, Coordination 93 de lutte pour les sans-papiers, Ensemble vivre et travailler, FSU 93, Ligue des droits de l'homme 93, Mrap 93, RESF 93, syndicat Solidaires

Gouvernement et patronat : coresponsables de la surexploitation des travailleur(se)s sans-papiers

La politique du chiffre, la traque aux sans-papiers, les livrent pieds et poings liés aux employeurs et favorisent le chantage à la dénonciation et à l'expulsion. Par la peur, qui parfois tue comme Baba Traore, le mois dernier à Joinville le Pont, il s'agit de rejeter les sans-papiers, des hommes et des femmes qui vivent et travaillent en France depuis des années, dans la clandestinité et une situation de non droit.

Le 20 décembre 2007, le gouvernement a publié une circulaire avec une **liste de 150 métiers non qualifiés**, dits « en tension », (bâtiment, restauration, nettoyage...) ouverts exclusivement à des travailleurs de **pays de l'Est** venant d'intégrer l'Union Européenne, **excluant** de la régularisation les milliers de **sans-papiers, notamment africains et asiatiques**, travaillant depuis des années dans ces métiers.

Cette politique de « remplacement » d'une main d'œuvre par une autre en fonction de son origine, utilisée pour une mise en concurrence des travailleurs entre eux, **est discriminatoire** et doit être combattue.

Suite aux mobilisations condamnant cette circulaire, le gouvernement en publiait une seconde le 7 janvier 2008 : « A titre exceptionnel » et par le biais du seul patronat, elle envisage la possibilité d'une régularisation de travailleurs déjà en poste.

Cette nouvelle circulaire est en fait appliquée comme **un piège pour les sans-papiers en préfecture**. Elle renforce l'arbitraire patronal et préfectoral alors que des milliers de travailleurs pourvoient tous les jours au manque de main d'œuvre, notamment dans les entreprises de la restauration, du bâtiment, du nettoyage... Alors que nombre d'entre eux cotisent aux caisses d'assurance maladie, de retraite, de chômage, déclarent et payent des impôts.

Ils vivent ici, ils bossent ici, ils doivent être régularisés avec une carte de séjour stable

MERCREDI 14 MAI 15H

Saint-Ouen ; Métro Garibaldi

VENEZ EN TENUE DE TRAVAIL



**Travailleurs sans-papiers, ne restez pas isolés face au patron ou au préfet :
adhérez à un syndicat, rejoignez le combat des collectifs de sans papiers
pour le respect des droits et la régularisation :**

CGT 93 Pour connaître l'union locale de votre lieu de travail : 01.48.96.35.00.	Coordination 93 de lutte pour les sans-papiers Lundi, mercredi, vendredi 16h-18h 9-11, rue Connoy, Saint-Denis coord93luttésanspapiers@yahoo.fr 01.55.84.41.32.	Collectif sans-papiers de Montreuil 06.16.35.34.61. 06.24.65.30.83.	Union syndicale Solidaires 01.48.51.05.93.
--	--	--	--